

L'épée de Damoclès pendue au plafond de l'ONEm

Cela fait cinq ans que le plan de contrôle des chômeurs est lancé, dont le cycle des convocations est rythmé par périodes de 12 ou 16 mois pour les personnes ayant obtenu une évaluation positive. Si cette dernière leur a évité les sanctions de l'ONEm, ces personnes -dont la survie dépend des allocations de chômage- doivent à nouveau passer par une nouvelle procédure de contrôle, dans un contexte où il n'y a pas davantage de travail disponible. Bien au contraire : plus un jour ne s'écoule dans ce pays sans l'annonce de nombreux licenciements dans les entreprises. Nous avons voulu exposer le parcours et les impressions d'une chômeuse sur ce contrôle. Elle en est déjà à sa deuxième procédure.

NOUS AVONS RÉCOLTÉ LE TÉMOIGNAGE D'UNE CHÔMEUSE SUR LES CONTRÔLES DE L'ONEM. ELLE EN EST DÉJÀ À SA DEUXIÈME PROCÉDURE. OÙ L'ON VOIT QUE LA PRESSION NE SE RELÂCHE JAMAIS, MÊME SI L'EMPLOI EST TOUJOURS AUX ABONNÉS ABSENTS.

Propos recueillis par
Gérald Hanotiaux

deuxième convocation. J'ai vécu un moment de stress intense, ensuite j'ai téléphoné à tous les gens chez lesquels je m'étais présentée pour mes recherches d'emploi. A ce moment-là, on se rend vite compte que les gens sont ennuyés de devoir envoyer un justificatif. Il faut alors les rappeler plusieurs fois, ce

contrôleur, car c'est une personne connue pour ses abus verbaux, notamment envers les femmes. Je fus contrôlée par une jeune fille dont j'aurais quasiment pu être la mère. Elle avait donc un peu de mal, était très sèche et s'est calée dans une posture d'autorité. De son point de vue, j'imagine que c'est également difficile d'être plus jeune que les personnes contrôlées. J'ai montré mes preuves de recherches d'emploi et elle a examiné mon classeur avec attention, ce que le précédent n'avait même pas fait. Elle a pu voir que je cherche du travail et n'en trouve pas, mon évaluation fut donc positive.

besoin d'être convoqué comme à l'école pour savoir si on a bien fait ses devoirs. En l'occurrence, ces devoirs, je les avais faits, mais je ne comprends pas bien l'intérêt du processus, vu le peu d'opportunités de travail. L'an dernier j'ai trouvé quelques boulots, notamment d'animatrice dans des camps d'enfants. J'étais payée quatre euros de l'heure, vous imaginez? Après je noircissais ma case sur ma carte de l'ONEm et je recevais la même chose qu'au chômage. Sauf que je m'occupais d'enfants et menais un travail assez fatigant, sous contrat précaire en plus.

“ CELA NE M'A STRICTEMENT RIEN APPRIS, TOUT SIMPLEMENT. ”

► **Vous venez de vivre un nouvel entretien de contrôle de votre comportement de recherche d'emploi. Etant donné le caractère particulièrement éprouvant de votre premier contrôle, pouvez-vous décrire vos sentiments lors de la réception de la lettre de convocation de l'ONEm?**

Mes sentiments étaient mêlés. Vu qu'humainement ce fut atroce la première fois, forcément la peur était au rendez-vous lors de la

qui est vraiment très désagréable, pour la chômeuse comme d'ailleurs pour les employeurs. Par ailleurs, à la crainte de repasser sur le gril s'ajoute une espèce de culpabilité de ne pas avoir trouvé d'emploi, on prend conscience de l'écoulement d'un an et demi sans que la situation personnelle n'ait changé.

► **Concrètement, à l'ONEm que s'est-il passé?**

J'ai commencé par demander à ne plus être reçue par le même

► **Malgré le contact humain très négatif, il y a 2 ans, la première évaluation fut déjà positive. Puisque c'est le travail que l'ONEm annonce réaliser, que diriez-vous du fait qu'on ait évalué votre comportement de recherche comme adéquat et qu'ensuite on vous convoque une nouvelle fois pour vérifier la même chose?**

Cela ne m'a strictement rien appris, tout simplement. Je savais que mon comportement était adéquat. Lorsqu'on cherche du travail et qu'on n'en trouve pas, on n'a pas

Dans ma vie, j'ai eu une période assez difficile, avec une série d'incidents en chaîne. Ce fut une période un peu atomique où je n'ai pu que survivre, et j'ai fait du mieux que j'ai pu. C'est à ce moment que mon lien avec mon réseau professionnel s'est rompu. A présent je me rends compte qu'on ne pardonne pas un passage comme ça, je le paie encore très cher aujourd'hui. Mais je ne dois pas être la seule à qui cela arrive, un problème de santé, des décès en série dans votre entourage, la vie peut parfois frapper dur, et puis comment enchaîner?



C'est difficile de remonter sur les wagons, on ne vous attend pas. J'ai dépassé les quarante ans. Les gens sont très suspicieux envers une femme de quarante ans qui vient chercher du travail et n'en a pas eu de fixe depuis quelques années, dont le parcours professionnel a été erratique, avec des petits boulots par-ci, des remplacements par-là. Il doit y en avoir d'autres dans des situations difficiles, comme moi. Je ne tiens pas à me plaindre. J'ai eu

des problèmes et je suis reconnaissante d'être dans un pays où un système social m'a protégée d'être complètement à la rue. Mais en attendant il faudrait que tout le monde comprenne qu'entre deux contrôles le demandeur d'emploi ne roule pas sur l'or!

► Précisément, comment assurez-vous financièrement votre quotidien?

Je vis avec 1.000 euros par mois. Il se trouve que j'ai acheté mon logement à la mort de mes parents, une chance qui m'a permis de passer entre les mailles du filet. De ce logement je sous-loue une partie, ce qui aide à mon remboursement, mais ma part reste de 500 euros. Pour vivre, il me reste donc 500 euros par mois, avec un enfant dont il faut assurer la scolarité, les frais d'habillement, de nourriture, etc. C'est ma réalité économique, ce sont des chiffres. On trouve des combines, courses au marché, vêtements d'occasions. J'ai beaucoup de gratitude envers le système social, mais →

→ si on le supprime ce sera une catastrophe. Je serais exclue de tout le système social. Plus de revenus, plus de mutuelle. D'autres ont la chance de rentrer dans les critères d'admission au CPAS, mais c'est changer une béquille pour une autre, et qui plus est peut-être encore plus addictive quand on y reçoit un abonnement pour les transports, le remboursement de frais médicaux, médicaments, etc.

Je tiens à dire que j'en ai cherché du travail, intensivement. Je me suis d'ailleurs trouvée dans des plans des plus ahurissants, totalement abusifs, du genre: "faites deux mois à l'essai sans solde et on verra après". C'était un tiers-temps où il y avait plus de 100 candidats, pour lequel ils n'ont finalement gardé que les gens qui avaient deux diplômes universitaires et trois ans d'expérience dans le domaine. Forcément, avec des critères pareils mes chances sont maigres. Et dans ces moments-là, dans les corridors où

l'on attend au milieu des autres, on se rend compte du nombre de candidats pour chaque proposition de travail. Même si quelques fois j'ai été retenue dans les dix derniers, je ne franchis pas la sélection finale. De plus, chaque année des étudiants tout frais sortent des écoles avec les mêmes qualifications que moi.

Pour faire avaler leurs plans, les partis disent aux travailleurs que les chômeurs profitent, mais tout de même, ce n'est pas très drôle de vivre avec 1.000 euros par mois. Vraiment pas drôle. Pas question d'aller manger au restaurant. Si on accompagne des amis, on mange avant et on ne prend qu'un verre! Il faut sans cesse gérer le malaise social avec les autres. On se rend bien compte, qu'on est en dessous de la moyenne. De plus, dans ton entourage, lorsque tu dis encore et encore que tu n'as pas de travail, les gens ont le sentiment que quelque chose ne va pas

avec toi. Moi je suis active, j'ai fait quelques formations, pour rester à jour en informatique par exemple, je fais du bénévolat. Ah ça, des bénévoles on en cherche partout: les festivals, les manifestations sociales et culturelles, etc. Alors on participe pour rester actif, puis dans l'espoir que si un poste se libère, vous serez sur le coup. Mais les postes, ceux qui les ont les gardent, si toutefois on n'en supprime pas en sus. Il y a même parfois un petit mépris des bénévoles: si tu l'as fait gratuitement, pourquoi te payerait-on après?

► Après ce deuxième entretien de contrôle, vous pensez au suivant, programmé pour dans seize mois?

Oui, déjà! C'est l'horreur parce qu'en se séparant de moi, la contrôlease m'a dit: "A dans un an et demi"! J'ai bien entendu répondu que j'espérais que non, mais cette phrase est là, comme un couperet, telle une épée de Damoclès sans cesse au-dessus de la

tête. On ne se fait aucune illusion, ni elle ni moi, sur la situation de l'emploi. Avec le temps qui passe, j'ai de moins en moins de chances de trouver un travail et la situation du monde du travail actuel ne va pas s'améliorer.

Pour finir, je dirais que les contrôles cassent l'estime de soi de toute une partie de la population déjà fragilisée. Il faut penser à la fracture sociale que créent les exclusions. Le système social profite à tous et permet à tous les citoyens de vivre dans un environnement sécurisé. Irons-nous vers un ordre à l'américaine où les clochards sont innombrables et où il faut se barricader dans des logements parce que le vol est devenu moyen de subsistance? Où seule une partie de la population a accès aux soins de santé? J'espère que non. Ces contrôles ne sont en tout cas pas faits pour que les gens se sentent mieux par rapport à eux-mêmes. On n'est pas prêt de s'épanouir avec cette politique-là... ■

Febisp: supprimer le contrat d'activation de l'ONEm

La Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle épingle les conséquences de la chasse aux chômeurs sur les organismes de formation.

La Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle (FeBISP) appelle à une réforme de la politique d'activation des chômeurs. Cette fédération regroupe de nombreux acteurs de terrain: missions locales, centres de formation, ateliers de formation par le travail,... Ses membres aident, chaque jour, les demandeurs d'emploi bruxellois peu qualifiés à trouver du travail via des actions d'orientation professionnelle, des formations et de l'accompagnement. En tant que professionnels de l'insertion socioprofessionnelle, ils sont confrontés quotidiennement aux problèmes engendrés par la politique d'activation des chômeurs.

Dans un document paru en mars de cette année, intitulé "Accompagnement et suivi actif des chômeurs: du parcours d'insertion au parcours d'obstacles", la FeBISP détaille les conséquences de cette politique sur le travail des organismes d'insertion socioprofessionnelle (OISP) et expose quatre axes principaux de revendications:

1/Séparer clairement les fonctions de contrôle et d'accompagnement des demandeurs d'emploi en supprimant, entre autres, le contrat d'activation de l'ONEm. Le rôle de l'ONEm est de vérifier que le demandeur d'emploi cherche du travail mais pas de déterminer quelles démarches il doit effectuer pour y arriver.

2/Clarifier la complémentarité entre les missions locales et les antennes d'Actiris. Les agents des antennes d'Actiris doivent retrouver un rôle d'accompagnement et

assurer eux-mêmes des actions d'aide à la recherche d'emploi.

3/Accroître les capacités d'action des OISP pour garantir un accompagnement de qualité. Exiger des demandeurs d'emploi de suivre des formations ou autres actions ne fait qu'accroître les listes d'attente si le volume de ces actions reste inchangé.

4/Accroître la création d'emplois durables et de qualité. L'activation des chômeurs n'a de sens que s'il existe du travail en suffisance. Or, actuellement à Bruxelles, c'est loin d'être le cas.

(Extrait du communiqué de presse de la FeBISP. Le titre est de la rédaction.)

Le détail des propositions se trouve dans la note, disponible sur le site internet de la fédération: http://www.febisp.be/view/fr/ISP/ChantiersISP/Activation_chomeurs/activ_bis.html